

## BOURSE



**Montréal ▲**

**Toronto ▲**

**New York ▲**

Montréal 2502,17	7,25	Toronto 5149,90	13,65	New York 5659,86	52,90
VARIATION DU JOUR: 0,29% AN: 10,22%		VARIATION DU JOUR: 0,27% AN: 11,63%		VARIATION DU JOUR: 0,94% AN: 19,22%	

<b>S&amp;P 500</b>	655,68	6,24
VARIATION DU JOUR:	0,96%	
<b>Nasdaq</b>	1139,39	13,73
VARIATION DU JOUR:	1,22%	
<b>Dollar CAN</b>	72,85	cents US 0,03
VARIATION DU JOUR:	0,04%	AN: -1,87%
<b>Dollar US</b>	1,373	\$CAN -0,001
VARIATION DU JOUR:	-0,04%	AN: 1,91%
<b>Or</b>	384,90	\$US -0,60
VARIATION DU JOUR:	-0,16%	AN: -0,26%
<b>Pétrole</b>	22,27	\$US 0,32
VARIATION DU JOUR:	1,46%	AN: 19,54%



**Claude Picher**  
Rien n'est encore réglé  
Page F 3

## DOSSIER

# L'emploi au Québec: aucune amélioration depuis un an



Maurice Jannard

**S**i les variations mensuelles dans l'emploi donnent lieu à beaucoup d'agitation, l'étude des données sur une période d'un an montre que la création d'emplois est pratiquement nulle dans la Belle province.

Alors que l'emploi a progressé de 150 000 en Ontario, représentant 2,8 % de hausse, ici on doit se contenter d'un maigre gain de 3000, soit un léger mouvement d'un dixième de point de pourcentage.

Ces résultats couvrent la période d'août 1995 à août 1996.

Pour le professeur d'économie de l'UQAM, Pierre Fortin, l'histoire de la création d'emplois au Canada repose principalement sur la performance de la province voisine.

« Depuis trois mois, il y a stagnation un peu partout dans les différentes parties du Canada, sauf en Ontario, où il y a une forte expansion », déclare-t-il à *La Presse*.

Sur une période de 12 mois, cette dernière est responsable de 70 % de tous les emplois créés au pays. L'emploi augmente aussi dans l'Ouest (Alberta et Colombie-Britannique) mais celui-ci progresse en suivant le mouvement de la population.

L'économiste a retenu deux éléments en particulier. Le rapport emploi-population au Canada n'a pas bougé et reste collé à 58,6 % depuis un an, reflet d'une croissance économique anémique.

Par contre, le secteur manufacturier du Québec a généré autant d'emplois que celui de l'Ontario depuis le début de l'année.

Ce dernier explique la croissance de l'économie ontarienne par la baisse des taux d'intérêt qui a un impact très grand sur le secteur des biens durables, comme l'automobile et l'habitation.

S'ajoute aussi un facteur de natu-

### Nombre d'emplois dans les régions du Québec

	Août 1996	Août 1995	Variation
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	37 000	36 000	+ 1 000
Bas-St-Laurent	86 000	91 000	- 5 000
Québec	302 000	292 000	+ 10 000
Chaudière-Appalaches	185 000	187 000	- 2 000
Estrie	123 000	129 000	- 6 000
Montérégie	645 000	641 000	+ 4 000
Montréal (CUM)	778 000	782 000	- 4 000
Laval	157 000	165 000	- 8 000
Lanaudière	175 000	175 000	---
Laurentides	213 000	205 000	+ 8 000
Outaouais	155 000	151 000	+ 4 000
Abitibi-Témiscamingue	70 000	66 000	+ 4 000
Mauricie/Bois-Francs	208 000	221 000	- 13 000
Saguenay-Lac-St-Jean	117 000	122 000	- 5 000
Côte-Nord/Nord du Québec	57 000	63 000	- 6 000

Source: Statistique Canada

### Nombre d'emplois au Canada et par province (en milliers)

	Août 1996	Août 1995	Variation
Canada	14 145	13 930	+ 215
Terre-Neuve	213	216	- 3
Ile-du-Prince-Edouard	68	66	+ 2
Nouvelle-Écosse	407	409	- 2
Nouveau-Brunswick	343	341	+ 2
Québec	3 311	3 308	+ 3
Ontario	5 496	5 346	+ 150
Manitoba	535	540	- 5
Saskatchewan	476	472	+ 4
Alberta	1 440	1 407	+ 33
Colombie-Britannique	1 855	1 826	+ 29

Infographie La Presse

re politique. « Les gens d'affaires, peu portés sur le changement social, apprécient l'orientation du nouveau gouvernement et semblent prêt à investir. »

M. Fortin reconnaît par contre que la situation de l'emploi continue d'être mauvaise au Québec en dépit des données positives du mois d'août.

### Régions

Ce manque de vigueur dans le marché du travail se répercute également dans l'ensemble des différentes régions économiques du Québec. « De façon générale, il y a stagnation de l'emploi un peu partout », dit l'économiste du Mouvement Desjardins, Yves St-Maurice, auteur d'une série sur les économies régionales.

Quelques régions affichent des données positives comme Québec, la Montérégie, les Laurentides et l'Outaouais.

« La Montérégie possède une

économie diversifiée qui est axée sur le secteur des exportations », note l'analyste en particulier.

Le cas de la ville de Québec est plus surprenant et plus difficile à expliquer, dit-il. On y décèle la création de 10 000 emplois sur une période d'un an, selon des données fournies par Statistique Canada.

L'économiste du Mouvement Desjardins avait noté précédemment que l'emploi de la Vieille Capitale avait augmenté dans les domaines de la finance, des assurances, des affaires immobilières et dans les services.

Il semble que la région ait échappé jusqu'à présent aux effets négatifs qui étaient à craindre du côté de la fonction publique. L'agglomération urbaine de Québec regroupe 40 % de l'effectif de la fonction publique.

« Les coupes dans les réseaux de la santé et de l'enseignement risquent de frapper davantage Montréal que Québec », souligne M. St-Maurice.

Une étude faite par l'institution qui a son siège social à Lévis révèle que les effectifs autorisés par les ministères et organismes québécois dépassaient les 65 000 il y a six ans. Cette année, ceux-ci ont été ramenés à 55 000 personnes.

Depuis dix ans, le gouvernement fédéral a réduit les paiements versés aux provinces. En 1985, les transferts fédéraux représentaient 29 % des revenus budgétaires du Québec tandis que l'an prochain cette proportion ne sera que de 13,2 %.

### Agglomérations urbaines

Malgré la baisse du chômage au Québec en août dernier, les données fournies par Statistique Canada pour les grandes agglomérations urbaines de la province affichent des chiffres à la hausse.

L'échantillon étant plus petit pour les villes et les fluctuations risquant d'être trop grandes de

mois en mois, l'agence fédérale préférant publier une donnée moyenne établie sur trois mois d'enquête.

Comme le taux de chômage a été à la hausse en juin et juillet, le niveau de sans-emploi était plus élevé en août à Montréal (12,4 %) comparativement au mois précédent, qui affichait un taux de 11,9 %.

De même, le taux de chômage a grimpé à Québec (10,8 %), à Trois-Rivières (11,5 %) et Sherbrooke (11,5 %).

En revanche, le taux de chômage est demeuré stationnaire à 14,5 % pour Chicoutimi-Jonquière alors qu'on attendait une augmentation à la suite du désastre causé par les inondations.

Un résultat surprenant admet Denis Boudreau, économiste à Statistique Canada. « Il semble que l'effet de reconstruction ait compensé l'effet de destruction », a-t-il conclu d'un ton dubitatif.

## Du nouveau à l'économie

Avec la rentrée d'automne, *La Presse* vous offre dès la semaine prochaine une couverture améliorée et plus diversifiée des secteurs économique, financier et d'affaires.

Le cahier économique du lundi sera enrichi d'une chronique sur les fonds communs de placement signée par Michel Girard. Des données détaillées sur ces fonds seront aussi publiées tous les lundis.

Le cahier du mercredi sera la plus volumineuse de la semaine, avec l'ajout notamment de deux pages consacrées aux PME et à l'activité économique internationale.

Deux pages rédactionnelles supplémentaires seront aussi consacrées à la couverture de la nouvelle économie et financière le samedi. Cette section sera de plus enrichie par la revue de la semaine des bourses de Montréal, Toronto et du NASDAQ.

Ces changements et autres modifications que nous apportons à notre cahier économique sont grandement le reflet de vos suggestions. N'hésitez pas à continuer à nous faire part de vos commentaires.

Avec son équipe de 13 journalistes chevronnés et de collaborateurs réguliers, *La Presse* entend être la source incontournable de l'information économique au Québec. Bonne lecture.

Philippe Dubuisson  
Adjoint au directeur de l'information

# Coup de tonnerre dans la pub !

## Publicis et BCP seraient sur le point de s'unir

LUCIE LAVIGNE  
collaboratrice spéciale

Publicis, une des plus importantes agences de publicité française, est sur le point d'acheter une participation considérable au capital de l'agence BCP, a appris *La Presse* de sources sûres.

La transaction sera conclue au plus tard mercredi. *La Presse* a su également que tous les clients ont été dûment convoqués mercredi prochain à 18 h 30 pour être informés des termes précis de la transaction.

Deux géants seraient donc sur le point de s'unir. D'un côté, BCP, la doyenne des agences de publicité québécoise fondée en novembre 1963 par Jacques Bouchard (le père de la pub québécoise) et considérée, avec Cossette, comme la plus importante au Québec. De l'autre, Publicis, la plus ancienne agence française mise sur pied dans les années 20 par le réputé et légendaire de feu Marcel Bleustein-Blanchet.

« Mais ce qui est le plus troublant, affirme

Bruno Boutot, vice-président, rédaction aux Éditions Info-Presse, c'est que l'actuel président et chef de la direction de BCP, Yves Gougoux, a toujours affirmé à qui voulait l'entendre que BCP demeurerait de propriété entièrement québécoise. Qu'il ne vendrait jamais aux Américains. »

Mais voilà, il semble que les Français n'avaient pas encore fait leur offre...

Toujours selon Boutot, il serait étonnant que Publicis acquiert plus de 49 % des actions de l'agence québécoise. Raison : une agence à contrôle étranger ne peut être admissible au lucratif marché de la publicité du gouvernement du Québec et de ses sociétés. »

Joint hier par *La Presse*, John Parisella, vice-président des affaires corporatives et du développement international chez BCP, n'a voulu confirmer la rumeur de transaction. « Les deux seules choses concrètes qu'il m'est possible de révéler ce sont nos alliances stratégiques avec Publicis à l'égard de l'obtention de comptes publicitaires. Déjà, nous sommes associés à Publicis UK (filiale en Grande-Bretagne) pour le compte de Tourisme Canada. Ensuite, je peux vous con-

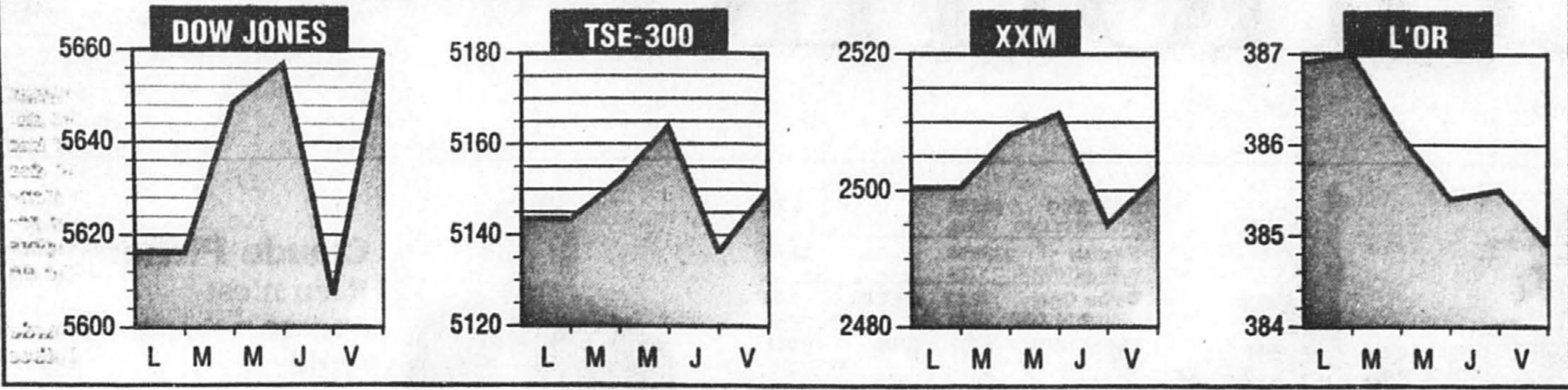
fier que nous avons également conclu une alliance avec l'agence française pour la préparation d'un pitch spéculatif en vue de l'obtention d'un important contrat (au-delà de 10 millions) issu d'une multinationale nord-américaine. Quant au reste, ce ne sont que des rumeurs... »

Rumeurs ou pas, il n'en demeure pas moins que les deux agences ont toujours entretenu d'excellentes relations. Leur logo en est la preuve. « Les deux maisons de communication affichent le même emblème, c'est-à-dire, une tête de lion », précise Bruno Boutot. « Jacques Bouchard avait même choisi de reprendre le logo de Publicis en hommage au fondateur de l'agence française et véritable bonze dans le milieu de la publicité européenne. »

Au cours de leur histoire, les deux agences se sont illustrées avec des campagnes dévotées légendaires. On doit à BCP les campagnes de Labatt 50 avec Olivier Guimond, de Dominion mettant en vedette Juliette Huot (« Dominion nous fait bien manger! ») et de Black Label (« En noir et black »).

Quant à Publicis, elle est devenue célèbre grâce, entre autres, à ses pubs pour Perrier.

REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Alors que les statistiques positives sur le taux chômage américain laissent présager une débandade boursière, Wall Street a tout simplement fait un pied de nez aux analystes pessimistes. La Bourse de New York termine la semaine en hausse de 0,7%. Et les marchés boursiers canadiens ? C'est le beau fixe !

Présidentielles et comportement boursier

BOURSE



Michel Girard

Dans le but de se donner les meilleures chances de succès, les analystes boursiers scrutent à la loupe un grand nombre d'indicateurs.

J'en connais un qui en utilise à lui seul quelque 80. Et malgré cela, il a énormément de difficulté à prévoir la tendance boursière, se retrouvant souventes fois assis entre deux chaises. Pas facile la vie... boursière !

Après avoir frôlé la catastrophe autour de la mi-juillet, la bourse américaine a récupéré dans les semaines suivantes la presque totalité des pertes subies, s'approchant à quelques dizaines de points de son record de tous les temps. Mais depuis la semaine dernière, les marchés américains enregistrent de nouveau de douloureuses baisses.

Investisseurs, courtiers, analystes et gestionnaires de portefeuille montrent d'importants signes d'in-

quiétude face aux perspectives boursières à court terme. Ils sont d'autant plus nerveux qu'ils voient dans leur soupe de l'inflation et une remontée imminente des taux d'intérêt américains, les deux pires ennemis de la bourse.

Laissons de côté les craintes et allons jeter un coup d'oeil historique sur le comportement de la bourse américaine pendant le cycle présidentiel, lequel est toujours de quatre ans. Et l'élection du chef de la Maison-Blanche a toujours lieu le premier mardi du mois de novembre.

Le « Cycle des présidentielles américaines » a une bonne réputation comme indicateur boursier.

Dans une récente étude, le service de recherche de RBC Dominion Valeurs mobilières a rapporté le rendement annuel de la bourse américaine que la firme Paine Webber avait compilé au cours des 70 dernières années.

Quels renseignements judicieux ressort-il de cette compilation bascule sur le rendement total (incluant les dividendes) du S-P 500 de la Bourse de Chicago, soit l'indice le plus représentatif de la bourse américaine ?

1) Au cours du cycle présidentiel des quatre années, il ressort que la bourse enregistre généralement sa meilleure performance lors de l'année pré-électorale, soit une moyenne de 21,8%. L'année électorale suit avec une hausse moyenne de 14%.

L'an 1, ou si vous préférez l'année post-électorale, affiche la « pire » performance, soit une faible progression moyenne de 6,7%. En deuxième année de mandat pré-

sidentiel, la bourse a obtenu une hausse moyenne de 8,3%. Ce qui est tout de même fort loin du rendement moyen des deux dernières années de mandat présidentiel.

2) De 1926 à la fin de 1995, soit une période de 70 ans, la bourse américaine a offert un rendement positif à 50 reprises (71%).

3) Quand on sépare le cycle présidentiel en deux périodes de deux ans, on constate qu'au cours des 35 années de période pré-électorale, le marché américain a progressé 31 fois, contre quatre années de pertes. Le marché a donc enregistré des gains pendant 89% du temps. D'autre part, au cours des 35 années de période post-électorale, le résultat a été moins reluisant : 19 années positives contre 16 dans le rouge. Moyenne à la hausse : 54% du temps.

Si l'histoire du cycle présidentiel se répète, voici ce à quoi on peut s'attendre :

A) Ayant gagné environ 8,0% depuis le début de l'année, cela laisse entendre que la bourse américaine (le S-P 500) pourrait augmenter d'ici la fin décembre d'un autre 6% en cette année électorale. Quel défi !

B) Les probabilités que la bourse finisse l'année électorale en baisse par rapport à la clôture de 1995 sont très faibles. Lors des 17 années électorales qui ont eu lieu depuis 1928, à peine deux années négatives ont été observées, soit en 1932 (-8,2%) et 1940 (-9,8%).

C) Au cours des années pré-électorales, on a observé la même chose, soit à peine deux années négatives sur 18 depuis 1927 (1931 : -43,3% ; 1939 : -0,4%).

D) L'an prochain, par contre, ça risque de se gâter. Lors des 17 premières années post-électorales, la bourse américaine a enregistré neuf années baissières, la dernière étant survenue en 1981 (-4,9%).

E) Au cours des 18 dernières années post-électorales, on a noté sept chutes.

F) Compte tenu de la forte montée de la bourse américaine au cours de 1995 et potentiellement cette année, cela laisse présager une période post-électorale de vaches plutôt maigres à partir de l'an prochain. En principe, du moins !

G) Autres statistiques intéressantes qui sont ressorties de l'étude du service de recherche de RBC Dominion : depuis 1926, sur les 17 périodes de « cycle présidentiel », les démocrates en ont occupées neuf et les républicains huit.

— Quand les démocrates régnaient, la bourse a progressé en moyenne de 14,2% par année.

— Sous le joug des républicains, la bourse ne progressait qu'au rythme annuel moyen de 9,5%.

Étonnante révélation, compte tenu du fait que les gros investisseurs et gestionnaires de portefeuille préfèrent les républicains pour leur penchant vers des mesures plus conservatrices.

C'est bien pour dire !

Boîte vocale 246 : à partir de lundi, vous pouvez utiliser le service InfoBref Bell (875-2355) pour me faire part de vos commentaires, suggestions et problèmes de finances personnelles. Remarque que la façon la plus simple de m'expliquer un problème de finances personnelles demeure : un résumé par écrit, plus une photocopie des documents pertinents.

TRANSACTIONS D'INITIÉS

Gros achats chez Ro-Na

MICHEL GIRARD

Dix hauts dirigeants du Groupe Ro-Na Dismat ont acheté des lots d'actions de leur compagnie. Il s'agit de transactions d'achat privées, effectuées pour la plupart au cours du mois de juin. Les actions ont toutes été achetées au prix de 5,63 \$.

■ Avenor : la compagnie a racheté sur le marché quelque 125 000 actions ordinaires. Prix moyen d'achat : 22,00 \$. Les actions ont été rachetées au cours du mois de juillet.

■ Ballard Power Systems : Geoffrey Edwin Hall a vendu quelque 7500 actions au prix moyen de 30,50 \$.

■ Banque canadienne de l'Ouest : Raymond Leslie Young a aliéné un lot de 1358 actions ordinaires. Prix : 10,00 \$ pièce.

■ Blue Range Resource Corporation : cinq hauts dirigeants de la compagnie ont acheté sur le marché des lots d'actions au prix de 9,25 \$.

■ Celanese Canada : Paul E. Gagné a acquis un lot de 500 actions, au cours de 24,95 \$.

■ Corporation financière Power : Richard Elliott Archer a aliéné un lot de 3900 actions ordinaires, au cours de 37,40 \$.

Pour sa part, Dennis Low s'est départi de 6700 actions ordinaires. Prix de vente : autour de 35,00 \$. Raymond Lindsay McFeetors a liquidé un bloc de 18 500 actions, au prix de 37,50.

Dans les trois cas, les actions avaient été acquises par levée d'options, à des prix variant de 14 \$ à 15,60 \$.

■ Corporation Haemacure : Neil Weiner a fait l'acquisition de 1000 actions, au prix de 7,00 \$ pièce. L'achat a eu lieu le 27 juin dernier.

NDLR : Cette chronique hebdomadaire rapporte les transactions, de vente ou d'achat, que des actionnaires privilégiés ont effectuées sur le marché boursier. Les informations proviennent de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Font partie des initiés, les individus qui occupent une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, soit les dirigeants, les administrateurs, les principaux actionnaires (compagnies incluses), etc.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

700 PROPOSITIONS D'AFFAIRES (encadrées seulement)

OPPORTUNITÉ D'AFFAIRES MARCHÉ INTERNATIONAL Investissement requis 10 000 \$... Recherche de partenaires pour marché U.S. et Europe.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES A VOTRE COMPTE, route de distributrices établie, revenu passif: 50 000 \$ et +/an.

712 ASSOCIÉS DEMANDÉS MANUFACTURE de mobilier résidentiel de bas de gamme, produit en grande demande.

714 FRANCHISES BOUTIQUES ÉROTIQUES 15 magasins déjà établis, endroit discret.

714 FRANCHISES CHOCOLATIER D'ARTISAN Chocolat belge, plus de 1000 magasins.

715 SERVICES FINANCIERS ACHETONS OU FINANÇONS PNE, commerce, immeuble.

717 SERVICES SPÉCIALISÉS DÉMARRAGE D'ENTREPRISE Plan d'affaires, prêt gouvernemental.

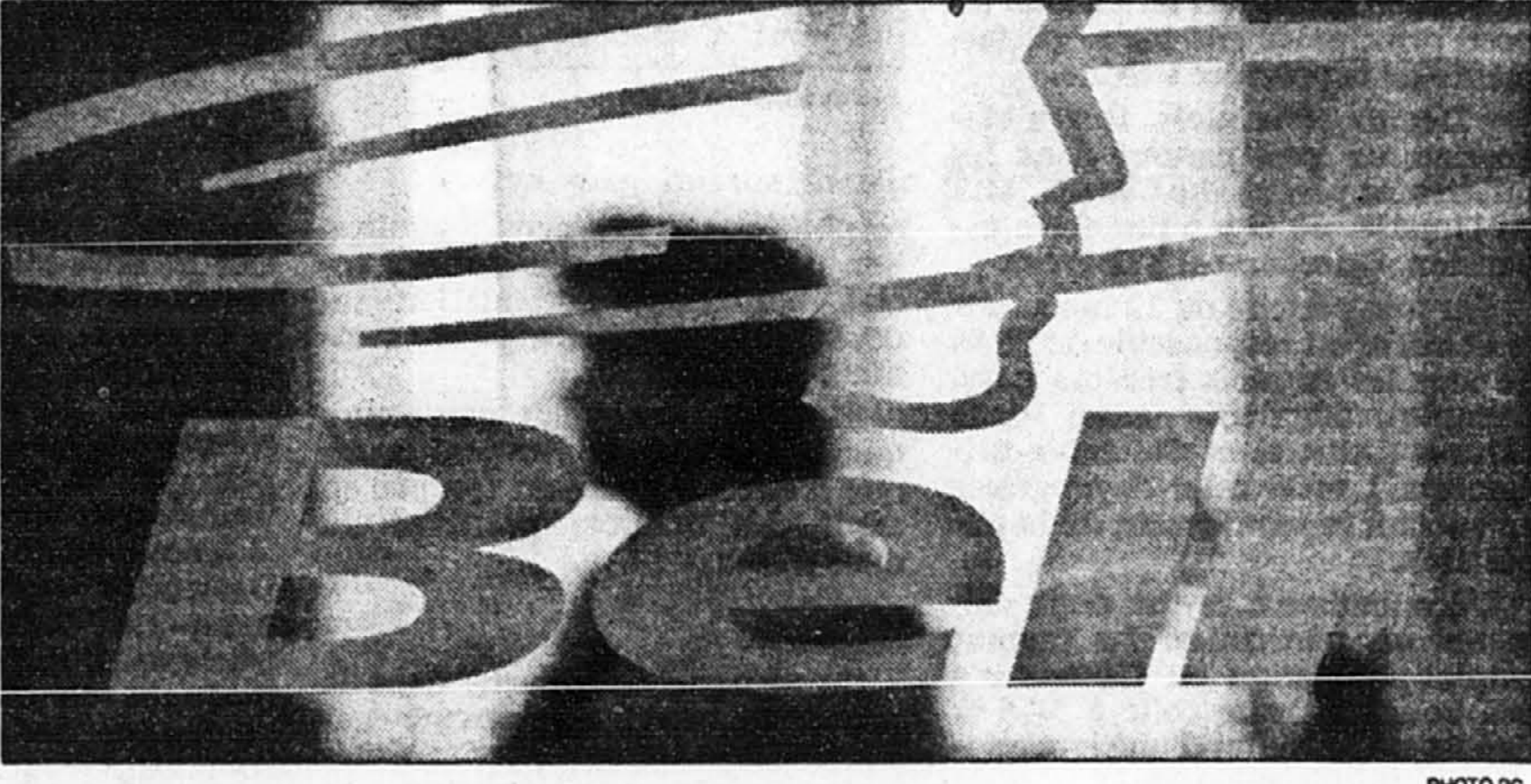
718 ARGENT À PRÊTER OU DEMANDÉ BESOIN D'ARGENT ? Prêts sur votre véhicule.

810 COMMUNIQUÉS A LA RECHERCHE de sœur Marc-André, enseignante à Site-Anne-Ges-Monts.

Un Don IN MEMORIAM à la Fondation Diane Hébert permettra de Redonner la Vie !

SITES INTERNET 780 Tous les samedis Faites connaître l'adresse de votre site Internet dans les propositions d'affaires de la section 'Économie'.

285-7111



Sur les trois millions d'abonnés qui verraient ainsi leur facture téléphonique augmenter, 850 000 sont du Québec.

Bell sollicite une hausse de ses tarifs pour trois millions d'abonnés

JACQUES BENOIT Bell a sollicité hier du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de nouvelles modifications à sa structure tarifaire, qui entraîneraient une hausse moyenne de 1,11 dollar du tarif résidentiel pour trois millions de ses sept millions d'abonnés du Québec et de l'Ontario.

Sur ces trois millions d'abonnés qui verraient ainsi leur facture téléphonique augmenter, 850 000 sont du Québec, a précisé hier au cours d'une conférence de presse M. Raymond Provencher, chef divisionnaire responsable de ce dossier.

La nouvelle grille tarifaire s'appliquerait à partir du 1er décembre prochain, selon la demande présentée par Bell au CRTC, et porterait à 14,60 \$ le tarif de base du service résidentiel individuel. Lequel joue en ce moment au Québec entre 10,60 \$ pour certains municipalités éloignées des grands centres et 18,70 \$ dans le cas de l'agglomération montréalaise.

Pour les abonnés qui seraient touchés par cette augmentation, la hausse se situerait ainsi « entre 45 cents et quatre dollars », a précisé M. Provencher. (Cas à part : le tarif des abonnés qui sont de deux à quatre à partager une même ligne, tarif qui passerait pour eux à 10,75 \$.)

Le CRTC lui donnerait-il le feu vert, la modification gonflerait d'une « quarantaine » de millions les revenus de la compagnie téléphonique.

En même temps, elle réduirait de 19 à 11 le nombre de tarifs résidentiels. La structure modifiée serait, selon Bell, un peu plus équitable, les abonnés des villes finançant en ce moment ceux de la province, le service interurbain le service local, etc.

L'argument-clé de Bell : le coût de revient du service local est en moyenne de 27 \$ par mois, alors que la facture moyenne est d'environ 15 \$ seulement.

# Rien n'est encore réglé

**B**eaucoup de gens, notamment au gouvernement du Québec, étaient sur le gros nerf hier matin, attendant avec impatience les résultats de l'enquête mensuelle de Statistique Canada sur la population active.

Ces résultats, publiés à sept heures du matin le premier vendredi du mois, fournissent le taux de chômage pour le mois précédent, et permettent de calculer le nombre d'emplois perdus ou gagnés.

Les chiffres de juin et de juillet avaient été proprement désastreux. En deux mois, le Québec a perdu 76 000 emplois, situation d'autant plus consternante que le chômage reculait dans les autres provinces. S'il avait fallu que les résultats d'août aient été du même acabit, il n'aurait pas été exagéré de parler de tragédie nationale.

Mais non! L'économie québécoise, en août, a créé 41 000 emplois. Cela permet d'effacer une bonne moitié des pertes subies pendant les deux mois précédents.

S'il s'agit là d'une bonne nouvelle, et même d'une excellente, il faudrait se garder de crier victoire, particulièrement chez ceux, au Québec, qui refusent de regarder la réalité en face. Cette réalité, c'est que la situation de l'emploi au Québec, en dépit des résultats du mois d'août, demeure navrante.

■■■

Voyons cela de plus près.

— Le Québec compte 431 000 chômeurs, chiffre qui demeure beaucoup trop élevé. Certes, à 11,8 %, le taux de chômage représente une amélioration par rapport au taux de 12,4 % observé en juillet. Mais il demeure encore très au-dessus de la moyenne cana-

dienne de 9,4 %. Il va de soi que cette moyenne est gonflée par les mauvais résultats du Québec. À l'extérieur du Québec, dans les neuf autres provinces réunies, le taux de chômage est de 8,3 %. On mesure mieux, ainsi, l'écart dramatique qui sépare le Québec des autres provinces: si le Québec parvenait seulement à égaler le reste du Canada, il aurait 129 000 chômeurs de moins!

— Même en tenant compte des bons résultats du mois dernier, le dossier du Québec, en matière de création d'emplois, demeure pitoyable. Depuis le début de l'année, le Québec a tout de même perdu 17 000 emplois. Pendant la même période, l'Ontario en a gagné 102 000. Si on prend les chiffres sur une année complète, c'est-à-dire depuis le mois d'août 1995, on peut au mieux parler de stagnation au Québec, avec 5 000 emplois de plus, alors que l'Ontario en a gagné 144 000. Quant au Nouveau-Brunswick, encore une fois, il réussit à damer le pion au Québec en août.

— Les 41 000 emplois créés au Québec en août l'ont surtout été dans les secteurs du commerce de détail et de la restauration, deux branches d'activité fragiles, qui évoluent en dents de scie en fonction des saisons et de la demande sur le marché du travail. Ce sont justement ces secteurs, d'ailleurs, qui sont les grands responsables de l'effondrement de l'emploi en juin et juillet, et rien ne garantit que cela ne peut pas se reproduire. On peut difficilement, dans ces conditions,



**Claude Picher**

re faut-il dire que ce chiffre concerne l'ensemble de la région métropolitaine, Laval, couronne nord et rive sud y comprises. Dans la ville-centre, supposée être le poumon économique du Québec, le taux de chômage dépasse sans doute la barre des 16 %. La situation n'est guère meilleure dans les autres villes québécoises. Parmi les cinq villes canadiennes les plus affectées par le chômage, quatre sont québécoises.

assumer que le problème est en train de se régler. Pendant ce temps, en Ontario, les gains sont observés dans les services et, surtout, dans le secteur manufacturier, beaucoup plus stable.

Il ne s'agit pas ici de noircir le portrait ou de minimiser la portée d'une bonne nouvelle. Il s'agit de voir la réalité en face. Le chômage demeure une véritable plaie. Le Québec a encore énormément de travail à faire dans ce dossier.

Le Québec serait en mesure de lever rapidement un certain nombre d'obstacles criants à la création d'emplois. Les taxes sur la masse salariale, véritable frein à l'embauche, sont deux fois plus élevées au Québec que dans n'importe quelle autre province cana-

dienne. Le gouvernement québécois pourrait augmenter les impôts sur les revenus des entreprises (qui sont par ailleurs les plus bas au Canada) pour financer une baisse des taxes sur la masse salariale. Les chefs d'entreprises eux-mêmes ont dit à plusieurs reprises qu'ils sont prêts à payer plus d'impôts sur leurs profits en échange d'une baisse de ces taxes.

La bureaucratie québécoise est plus lourde que dans les provinces voisines. Le Québec pourrait l'alléger.

Beaucoup d'entrepreneurs québécois disent qu'ils refusent d'investir et d'embaucher à cause de l'« incertitude politique ». Certes, ce raisonnement est en grande partie irrationnel quand on regarde l'investissement des investisseurs à s'établir au Mexique, au Chili ou en Indonésie, mais c'est une psychose largement répandue, qu'on le veuille ou non. Jusqu'à présent, les ténors du gouvernement se sont contentés de proclamer que les entrepreneurs avaient tort. Il leur faut faire beaucoup plus que cela: convaincre les entrepreneurs d'investir, les rassurer, démontrer une attitude d'ouverture (consulter, à ce sujet, le premier ministre néo-brunswickois Frank McKenna).

Un rappel en guise de conclusion: les trois pays industrialisés qui ont les taux de chômage les plus bas sont la Suisse (4,5 %), les États-Unis (5,4 %) et le Japon (3,5 %). Comme par hasard, ce sont aussi les trois pays de l'OCDE où les impôts sont les moins élevés et où la bureaucratie est la moins lourde. Se pourrait-il qu'il y ait un rapport entre les deux?

## Les chiffres de l'emploi confirment la vigueur économique aux É.-U.

Agence France-Presse WASHINGTON

Les bons chiffres de l'emploi en août, dévoilés hier, confirment la poursuite d'une activité soutenue aux États-Unis et rendent plus probable à terme un tour de vis à la politique monétaire de la Réserve fédérale pour calmer les trop grandes ardeurs de l'économie qui font

craindre une surchauffe, s'accordent-on à dire dans les milieux spécialisés.

Mais les conjoncturistes restent néanmoins partagés sur le fait de savoir si la Réserve Fédérale (Fed) va ou non relever ses taux directeurs avant les élections présidentielles de novembre et ce, dès la prochaine réunion de son Comité monétaire le 24 septembre.

Le taux de chômage a diminué de 0,3 point le mois dernier pour tomber à 5,1 %, son plus bas niveau depuis mars 1989 et l'économie a créé 250 000 emplois supplémentaires, a indiqué le département du Travail.

Les analystes de Wall Street tablaient sur un gain net de nouveaux emplois compris entre 225 000 et 250 000 ainsi que sur un taux de chômage inchangé à 5,4 %.

« Ces chiffres sont dans l'ensemble bons mais sans plus », a commenté Delos Smith, un économiste du Conference Board, un institut privé de conjoncture proche du patronat. Si l'on exclut le secteur public, où les créations d'emploi (77 000) s'expliquent surtout par une augmentation de l'embauche des enseignants pour la rentrée scolaire, le rythme d'accroissement des nouveaux postes de travail s'est ralenti dans le secteur privé, a-t-il expliqué.

### Télicitations



à **Sophie Barnabé de Repentigny**, pour l'obtention d'une maîtrise en sciences administratives, à l'Université de Sherbrooke. Elle détenait déjà un baccalauréat en administration des affaires ainsi qu'un certificat d'enseignement en administration. Sophie nous revient de Pologne où elle a fait une intervention en entreprise d'une durée de trois mois, dans le cadre de sa maîtrise. Ses parents, Nicole et Paul Barnabé, sont bien fiers d'elle et lui souhaitent une brillante carrière et une vie remplie de bonheur.

*Bravo Sophie!*

### Nomination CKAC / Radiomédia



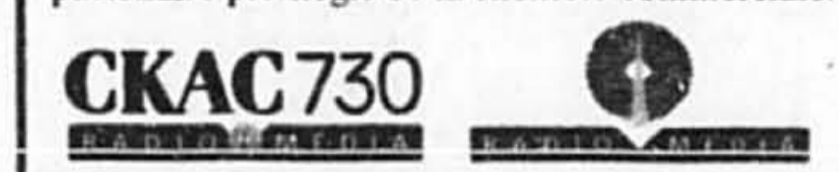
**Marleine Simard** à la direction générale des ventes

Le vice-président directeur général de CKAC Radiomédia, M. Raymond Brière est heureux d'annoncer la nomination de Mme Marleine Simard au poste de directrice générale des ventes et du marketing.

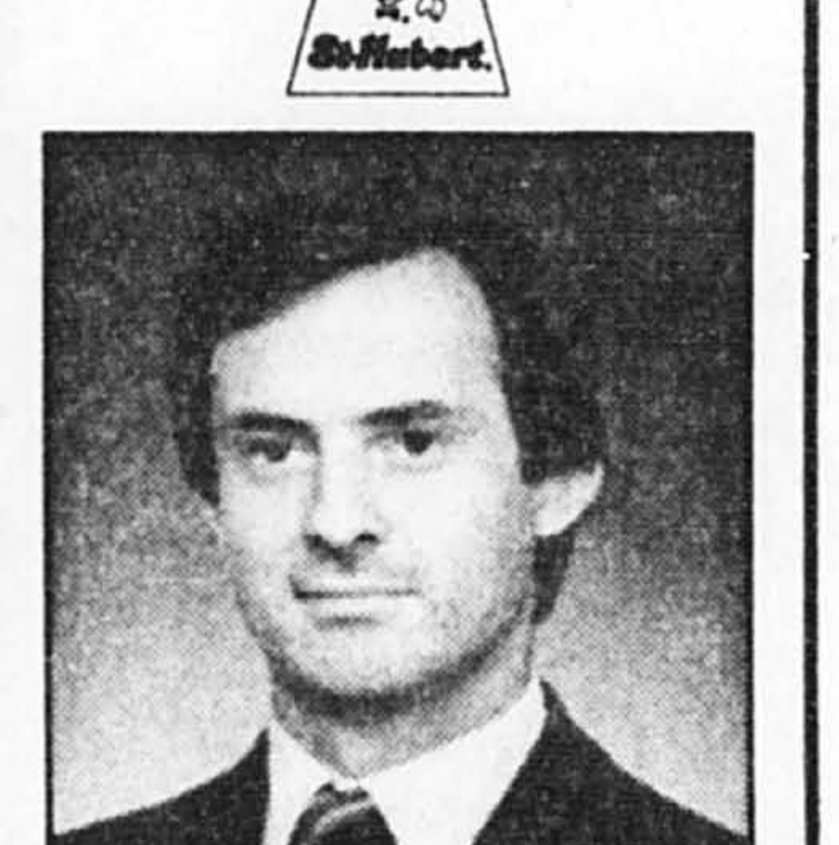
Mme Simard possède une solide expérience de la radio. Elle a occupé avec succès différents postes de direction à Québec et à Montréal. Depuis dix-huit mois, elle était directrice du marketing de CKAC et du réseau Radiomédia où elle a largement contribué au développement de l'image et des ventes de CKAC et de ses stations du réseau Radiomédia.

Mme Simard accroîtra sa présence auprès des annonceurs publicitaires.

La nomination de Mme Simard survient alors que CKAC et les stations du réseau Radiomédia occupent une place de plus en plus importante dans le domaine de la radio privée au Québec. La croissance de l'écoute de CKAC allie à une grande efficacité commerciale, en font un partenaire privilégié de la clientèle commerciale.



### Nomination St-Hubert



**Jacques Dumoulin**

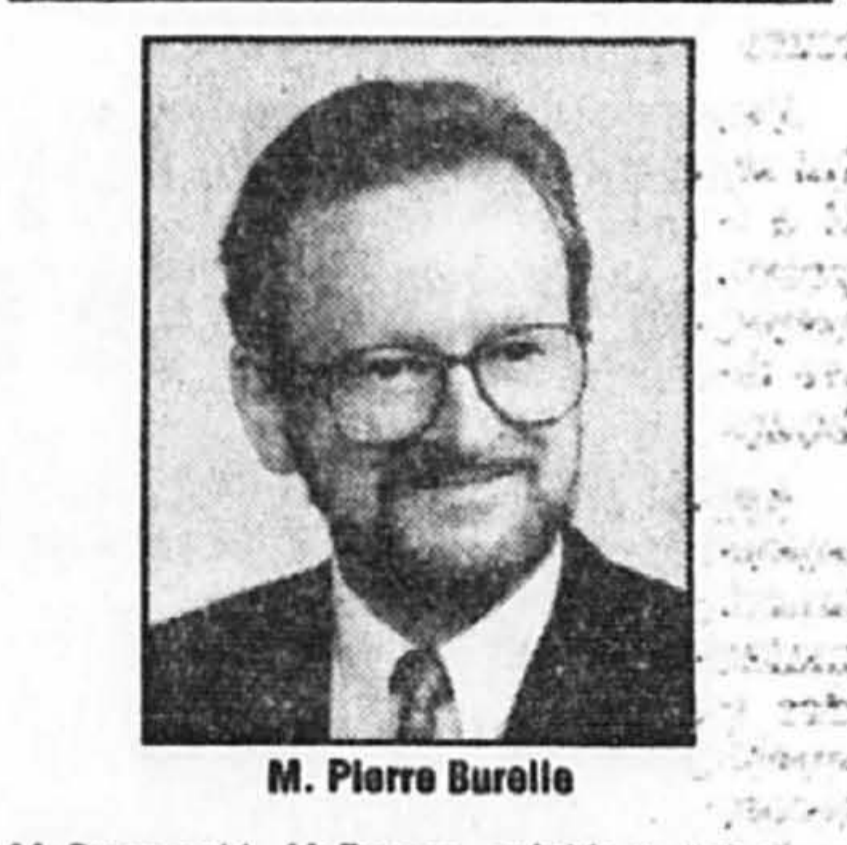
Monsieur Jean-Pierre Léger, Président et chef de la direction des Rôtisseries St-Hubert Ltée, est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur Jacques Dumoulin à titre de Vice-président de la restauration et du marketing.

Monsieur Dumoulin est diplômé en droit de l'Université de Montréal et détient un MBA de l'École des Hautes Études Commerciales. Il possède de nombreuses années d'expérience dans le domaine de la restauration, et a également agi en tant que consultant et conseiller juridique en restauration et franchisage. Monsieur Dumoulin n'est pas étranger chez St-Hubert, puisque depuis plus d'un an, il est membre du Conseil d'administration de l'entreprise.

Les Rôtisseries St-Hubert Ltée, entreprise familiale fondée en 1951, emploie plus de 5 000 personnes à travers leur réseau qui regroupe une centaine de restaurants dans trois provinces canadiennes.



### Nomination



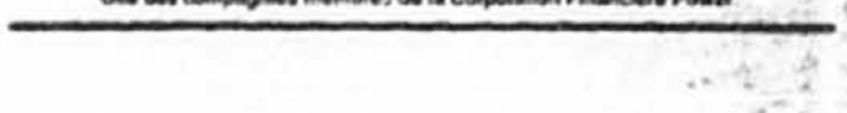
**M. Pierre Burelle**

M. Raymond L. McFeetors, président et chef de la direction de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, est heureux d'annoncer la nomination suivante.

M. Pierre Burelle, A.A.C.I., est nommé directeur régional, Placements hypothécaires. M. Burelle est responsable de la gestion du portefeuille hypothécaire de la Compagnie au Québec et dans les provinces de l'Atlantique.

Depuis plus d'un siècle, la Great-West aide les Canadiens à assurer leur sécurité financière. D'ailleurs, cette année, la Great-West célèbre 100 ans de présence au Québec.

Nous sommes l'un des chefs de file en matière de produits souscrits aux fins de la sécurité financière au Canada et la principale compagnie d'assurance-vie canadienne à capital-actions.



**ENVOYEZ DON**  
UNE PREUVE D'AMOUR AUX ENFANTS HANDICAPÉS

**TIMBRES DE PAQUES**  
1-800-263-1969

**SUZY SHIER LIMITÉE**  
**AVIS DE DIVIDENDE**

Avis est par les présentes donné que les dividendes suivants ont été déclarés payables le 26 septembre 1996 :

**Actions à droit de vote subalterne**  
Aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 12 septembre 1996 : 0,04 \$ par action.

**Actions à droit de vote plural**  
Aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 12 septembre 1996 : 0,04 \$ par action.

Par ordre du Conseil  
Stephen Gross, secrétaire  
Dorval (Québec)  
Le 7 septembre 1996

**LA COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DE JONCTION DE NAPIERVILLE**  
Avis aux actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de La Compagnie de chemin de fer de jonction de Napierville se tiendra à la gare Windsor, Montréal (Québec), dans la salle de conférences, pièce 100, le mardi 10 septembre 1996, à une heure dix de l'après-midi, heure de Montréal, pour présenter les états financiers, élire les administrateurs et examiner toutes les questions dont elle pourra être saisie.

**PAR ORDRE DU CONSEIL**  
Montréal (Québec) Le 31 juillet 1996  
Le secrétaire G. A. Feigel

*Dans le cadre de sa stratégie destinée à offrir à ses partenaires des services logistiques à valeur ajoutée de classe mondiale, M. Richard Normandeau, vice-président exécutif de Médis Services Pharmaceutiques et de santé Inc., Kirkland, Québec, est heureux d'annoncer la nomination suivante :*

**M. Frank DiMatteo** est nommé vice-président, Services aux hôpitaux. Localisé à Toronto, M. DiMatteo apporte une expérience diversifiée autant dans les secteurs public que privé. Il occupait récemment le poste de vice-président chez Carecor Health Services/HPP Inc., un des plus importants regroupement d'achats au Canada dans le secteur hospitalier. De 1991 à 1993, M. DiMatteo occupait le poste de directeur des services des matériaux à l'hôpital Sick Children de Toronto et de 1987 à 1991, il a occupé diverses positions en gestion des matériaux, analyse financière et en services de transport/distribution chez Canadien Pacifique. M. DiMatteo a obtenu son baccalauréat en économie de l'université Brock.

*Médis Services Pharmaceutiques et de santé Inc. est le principal distributeur de produits pharmaceutiques et de soins de santé au Canada, avec son chiffre d'affaires annuel de deux milliards de dollars. Médis offre des services de livraison de plus de 30 000 différents produits, à plus de 6 000 pharmacies partout au Canada et propose aux fabricants et aux pharmacies des solutions adéquates afin d'assurer la livraison efficace des produits liés à la santé partout au pays depuis plus de 90 ans. Médis est une filiale en propriété exclusive de la société McKesson, chef de file dans la distribution de médicaments en Amérique du Nord.*

Médis Services Pharmaceutiques et de santé Inc. Une filiale de McKesson

**À VENDRE**  
Centre équestre et résidence de prestige  
À Saint-Basile-le-Grand

**Centre pour chevaux de course sous harnais**

- Centre d'entraînement à la fine pointe des exigences du monde des courses
- Unique au Québec
- 76,2 hectares
- 4 écuries — 115 stables
- Pistes de 1/2 mille et de 5/8 de mille
- Droit de 3/8 de mille et promenade de un mille
- Paddocks

La propriété comprend également un garage-atelier et une maison de gardien. Elle est située au pied du mont Saint-Bruno, à 4 kilomètres de Saint-Basile-le-Grand et à moins de 30 kilomètres de Montréal.

Les offres d'achat devront être reçues avant 11 heures 30, le 30 septembre 1996, à la Société de financement agricole au 1020, route de l'Église, Sainte-Foy (Québec) G1V 4P2. De plus, elles devront porter la mention Centre équestre à vendre et avoir été présentées sur les formules disponibles à la Société. La Société se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des offres.

Pour toute information, ou pour obtenir des formulaires d'offre d'achat et visiter les lieux, veuillez communiquer avec M. Réal Michon, au numéro

**(514) 778-6605**

Les banques forcent la faillite de DAC

Presse Canadienne TORONTO

Une coalition de quatre banques a retiré son appui à Distribution aux consommateurs qui éprouvait des difficultés financières, obligeant le détaillant par catalogue à déposer son bilan.

Les banques ont annoncé qu'elles garderaient la chaîne de magasins ouverte pendant « une courte période » afin de tenter de trouver un acheteur.

« Nous en sommes au point où l'entreprise a épuisé toutes les possibilités », a déclaré l'avocat de Distribution aux consommateurs, Derick Tay, lors d'une audience en faillite convoquée à la hâte.

« En remettant les clés aux banques, nous espérons qu'elles réussiront à vendre la totalité ou une partie de l'entreprise pour sauver le plus d'emplois possible. »

Jusqu'au mois dernier, Distribution aux consommateurs possédait 216 magasins et comptait 3700 employés à temps plein et à temps partiel.

La chaîne ne compte plus que 80 magasins et 450 employés à plein temps.

L'entreprise, qui a été victime d'une économie difficile pour le commerce de détail et de la concurrence féroce des entreprises offrant des rabais, était endettée de 250 millions lorsqu'elle s'est placée sous la protection de la loi sur les faillites le 29 juillet.

Le consortium de la Banque Royale, la Banque de Montréal, la Banque Générale et la Banque nationale de Paris (Canada), auquel l'entreprise devait 86 millions, est un créancier privilégié et sera l'un des premiers à être payé.

Les banques auraient perdu de 20 à 30 millions en saisissant les biens immédiatement.

Elles ont choisi d'approuver plutôt le plan de restructuration soumis le mois dernier, prévoyant la fermeture de plus de la moitié des magasins et des ventes de liquidation dans tout le pays.

Les ventes de liquidation ont permis de recueillir environ 22 millions qui, ajoutés aux ventes régulières, ont réduit à 46 millions la somme que Distribution aux consommateurs doit aux institutions bancaires.

« Les banques ont déclaré au tribunal qu'elles s'inquiétaient de la somme qui leur reviendrait si elles laissaient la situation instable de l'entreprise se poursuivre. »

« Ce n'est pas une décision facile à prendre, mais les prêteurs croient que c'est la chose à faire », a déclaré l'avocat Terrence O'Sullivan. « Les prêteurs font face à des pertes de dizaines de millions de dollars. »

« Nous ne pouvons prendre de risques supplémentaires. »

Une coentreprise décroche le contrat de la Falconbridge

JACQUES BENOIT

C'est la coentreprise formée par les Entreprises Kiewit et les Inuit du Nouveau-Québec qui vient de décrocher le contrat d'exploitation de la mine à ciel ouvert de nickel de la Société minière Raglan du Québec, filiale du géant Falconbridge.

« C'est un modèle, qui prépare la voie à d'autres projets », s'est félicité hier en parlant de ce contrat M. Zebede Nungak, président de la Société Makivik constituée à la suite de l'entente de la Baie James entre Québec et les Inuit, et responsable des intérêts des Inuit.

Aux termes du contrat, signé pour les années 1997 à 2004, l'exploitation de la mine rapportera aux partenaires des revenus qui totaliseront de 50 à 60 millions de dollars.

Filiale de Peter Kiewit and Sons, d'Omaha, au Nebraska, Kiewit a investi huit millions dans l'affaire et détient 80 % de la société, l'investissement des Inuit, qui s'additionneront les 20 % restants, ayant été de deux millions.

Les Inuit en sont propriétaires par le truchement de deux de leurs sociétés foncières, celles de Salluit et de Kangisujuaq (ces sociétés sont les propriétaires collectifs du territoire et appartiennent elles-mêmes aux collectivités), qui ont toutes deux la moitié de cette participation.

Située tout au fait au nord du Québec, à 60 kilomètres du village de Kangisujuaq, la mine sera prête pour l'exploitation à la fin de 1997 et emploiera « de 40 à 50 personnes », sans doute des Inuit pour la plupart, a précisé hier M. Jacques Lacombe, directeur des projets miniers pour l'Est du Canada des Entreprises Kiewit.

Très vaste puisqu'elle s'étale en ligne droite sur 55 kilomètres, la propriété Raglan, dans laquelle Falconbridge aura investi à terme 500 millions en tout, dont la moitié cette année, comprendra à la fois une mine à ciel ouvert, et une seconde, souterraine celle-là.

On s'attend à ce que la production y atteigne près de 21 000 tonnes de nickel par an, 5200 tonnes de cobalt et 200 de cadmium, sans parler du platine, 40 % de toute cette production devant provenir de la mine à ciel ouvert.

Très présente dans les projets de la Baie James où elle a fait pour environ un milliard de travaux, Kiewit a en ce moment 350 personnes au travail sur la propriété, dont à peu près 20 sont des Inuit, a précisé hier M. Lacombe.

Marathon change de mains

Presse Canadienne TORONTO

Le Canadien Pacifique a annoncé hier la vente de sa filiale immobilière Marathon à une entreprise appartenant à Oxford Properties Group Inc et à General Electric Capital Corp.

La filiale Marathon du Canadien Pacifique comprend la Société Immobilière Marathon et la Société Immobilière Centrix. La vente rapportera 952 millions au Canadien Pacifique.

Le président du Canadien Pacifique, David O'Brien, dit que l'entente permettra au conglomérat montréalais de se concentrer sur ses secteurs de base qui sont le transport, l'énergie et l'hôtellerie.

« L'accélération du programme d'aliénation des actifs immobiliers figurait parmi nos grandes priorités », précise M. O'Brien dans un communiqué rendu public hier. « En quelques mois, nous avons pu dépasser les objectifs que nous nous étions donnés pour deux ans. »

Le portefeuille de Marathon comprend, au Canada, environ douze millions de pieds carrés d'immeubles de prestige abritant bureaux et commerces de détail, dont Place du Canada et le 1100, boulevard René-Lévesque, à Montréal, et plusieurs centres commerciaux régionaux dont Place Laurier, à Québec et Place d'Orléans, à Ottawa.

L'entente ne touche pas les centres commerciaux de Marathon aux États-Unis, qui font actuellement l'objet d'un contrat de vente avec le First Union Real Estate Investments pour environ 430 millions, ni ses terrains et lots.

Oxford assurera la gestion des immeubles et prévoit employer la majorité des employés de Marathon qui s'occupent actuellement des propriétés en question.

GE Capital Canada fournira à la nouvelle société des facilités de financement par hypothèques de premier rang.

Le président d'Oxford, Jon Love, a précisé que l'entente fera presque doubler l'actif d'Oxford et portera à 45 millions de pieds carrés les surfaces dont l'entreprise assure la gestion immobilière.

Les devises

Table of exchange rates for various countries including Africa, Europe, Asia, etc.

Les obligations

Table of government bonds and other securities with columns for yield and price.

Bourse de Vancouver

Large table of stock market data from Vancouver, including volume, price changes, and company names.

LA BOURSE EN BREF

Table with 4 columns: MONTREAL, TORONTO, NEW YORK, NASDAQ. Each column contains market volume, indices, and top active values.

Le marché obligataire

Table of bond market data with columns: CANADA, ANNUÉ D'ESCOMPTE, TAUX PRÉFÉRENTIEL, FONDS À UN JOUR, BONDS DU TRÉSOR (3 MOIS), etc.

Forté hausse du Dow Jones

Encore une fois, les données sur l'emploi aux États-Unis ont fait ressortir la vigueur de l'économie américaine. Celle-ci a enregistré une augmentation de 250 000 dans le nombre d'emplois.

Le taux de chômage a reculé à 5,1 %, le niveau le plus faible depuis sept ans. Mais contrairement aux autres premiers vendredis du mois les données mensuelles sur l'emploi n'ont pas provoqué de chute habituelle aux bourses américaines.

À Toronto, l'indice TSE 300 s'est accru de 13,65 pour finir la séance à 5149,90 points.

Les obligations canadiennes ont eu un comportement mitigé alors que les titres de courte échéance ont perdu du terrain à la suite de la progression de l'emploi au Canada.

En revanche, les obligations à long terme ont gagné du terrain et le rendement des titres à 10 ans s'est replié à 7,49 % et celui des obligations à 30 ans a baissé à 7,95 %.

À Montréal, l'indice XXM a pris 7,25 points dans un volume très actif se chiffrant à 19,6 millions d'actions.

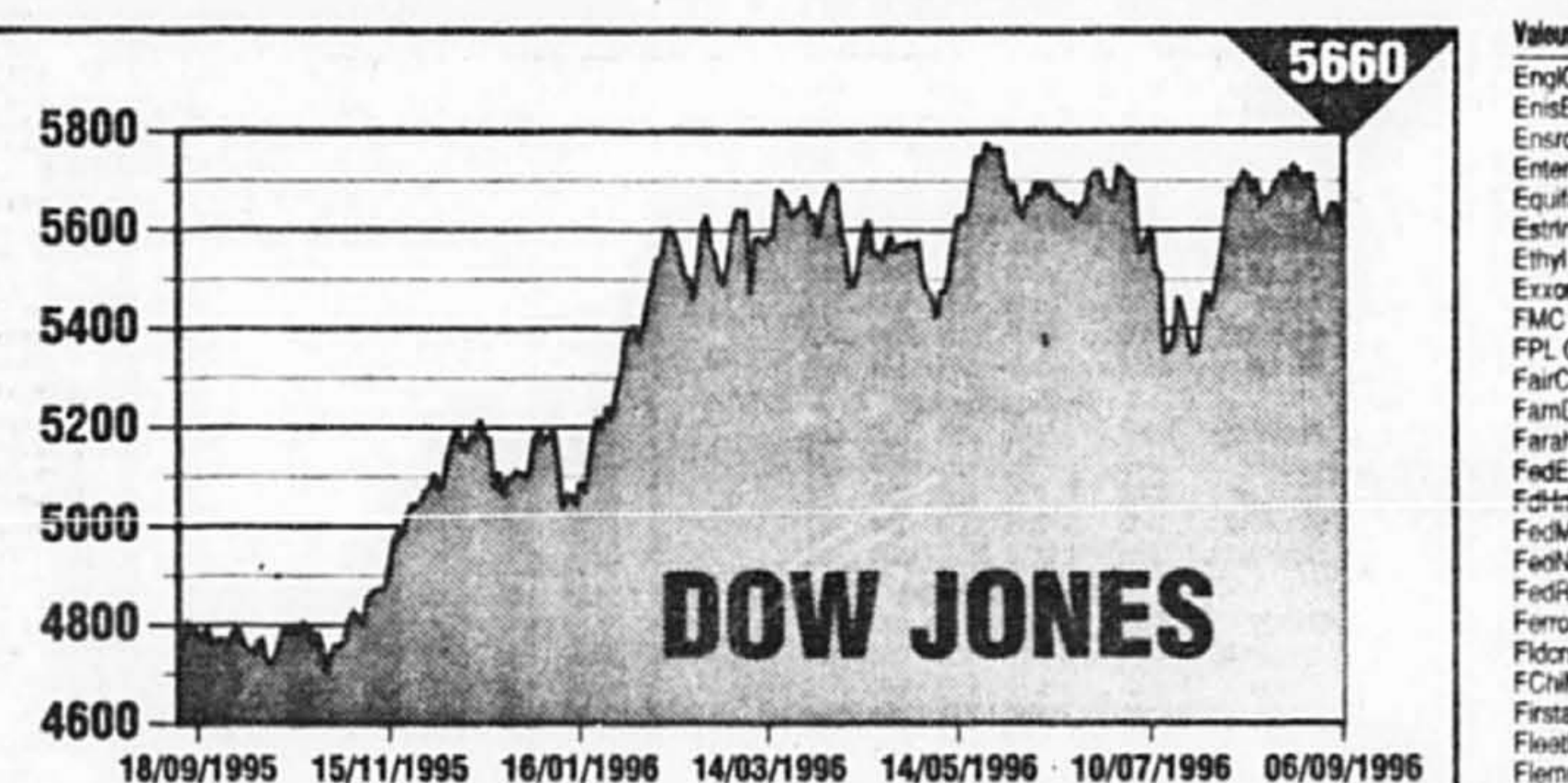
Parmi les titres les plus actifs, on retrouve Domtar qui a gagné 0,25 \$ et la Banque Royale qui a pris 0,40 \$. Les actions de Ranger Oil ont reculé de 0,15 \$.

Les profils financiers express

Table of financial profiles with columns: COMPAGNIES, PROFITS (PERTES) (\$000), REVENUS BRUTS (\$000), Résultats en dollars canadiens.

Table of stock market data for various companies, including volume, price, and change.

Bourse de New York



Intégratie La Presse

Large table of stock market data for various companies, organized in columns with company names and their respective values.

Bourse de New York

Large table of stock market data for various companies, organized in columns with company names and their respective values.

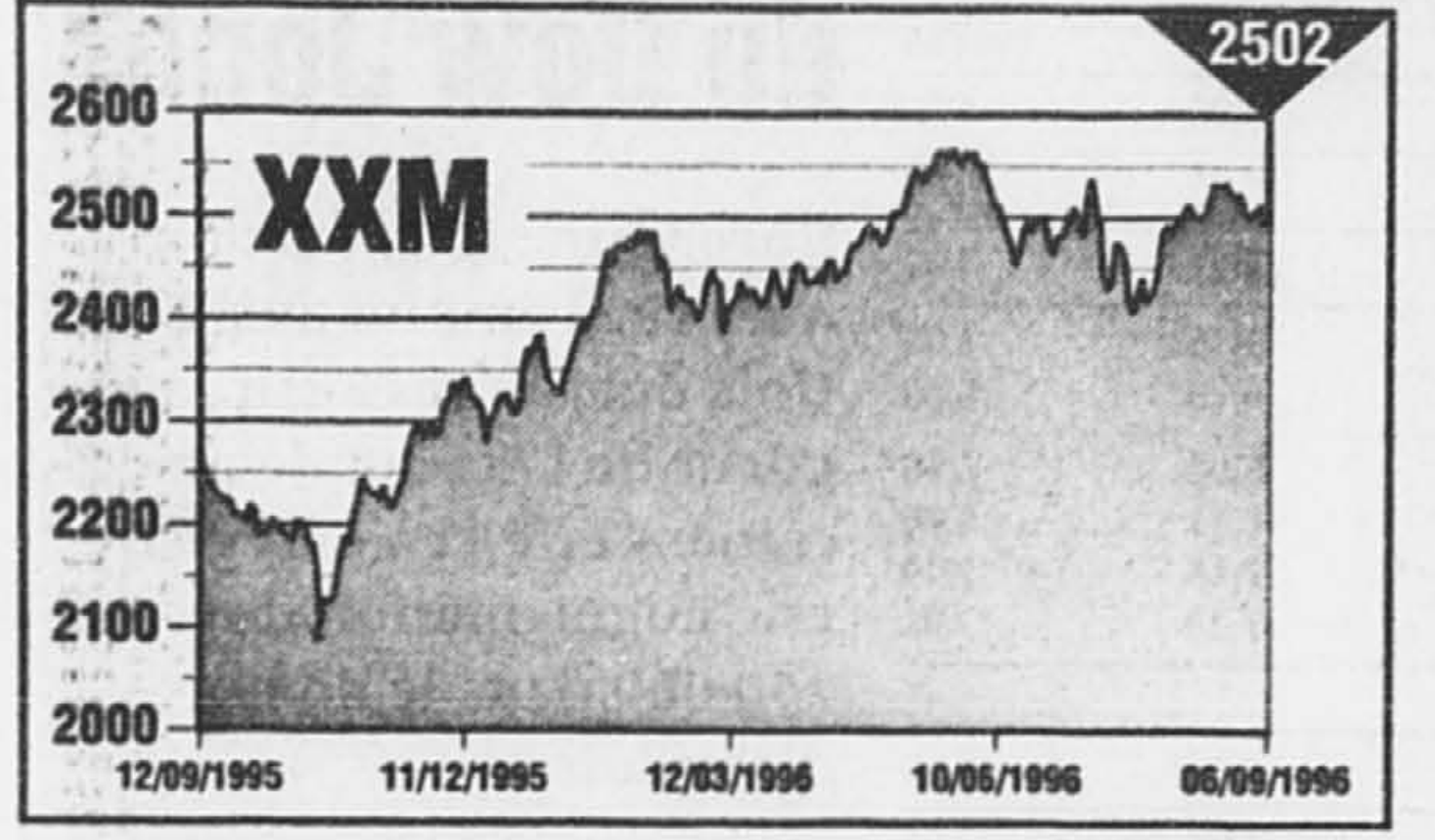
Les obligations canadiennes ont eu un comportement mitigé

alors que les titres de courte échéance ont perdu du terrain à la suite de la progression de l'emploi au Canada, rendant moins nécessaire une diminution du taux d'intérêt par la Banque du Canada.

Parmi les titres les plus actifs, on retrouve Domtar qui a gagné 0,25 \$

et la Banque Royale qui a pris 0,40 \$. Les actions de Ranger Oil ont reculé de 0,15 \$.

Bourse de Montréal



Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres tradés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B = Cours de l'action divisé par le zéro augmenté par l'action.

Explication des codes
p ou a = Titre assujéti à une réglementation spéciale.

Fonds mutuels
Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

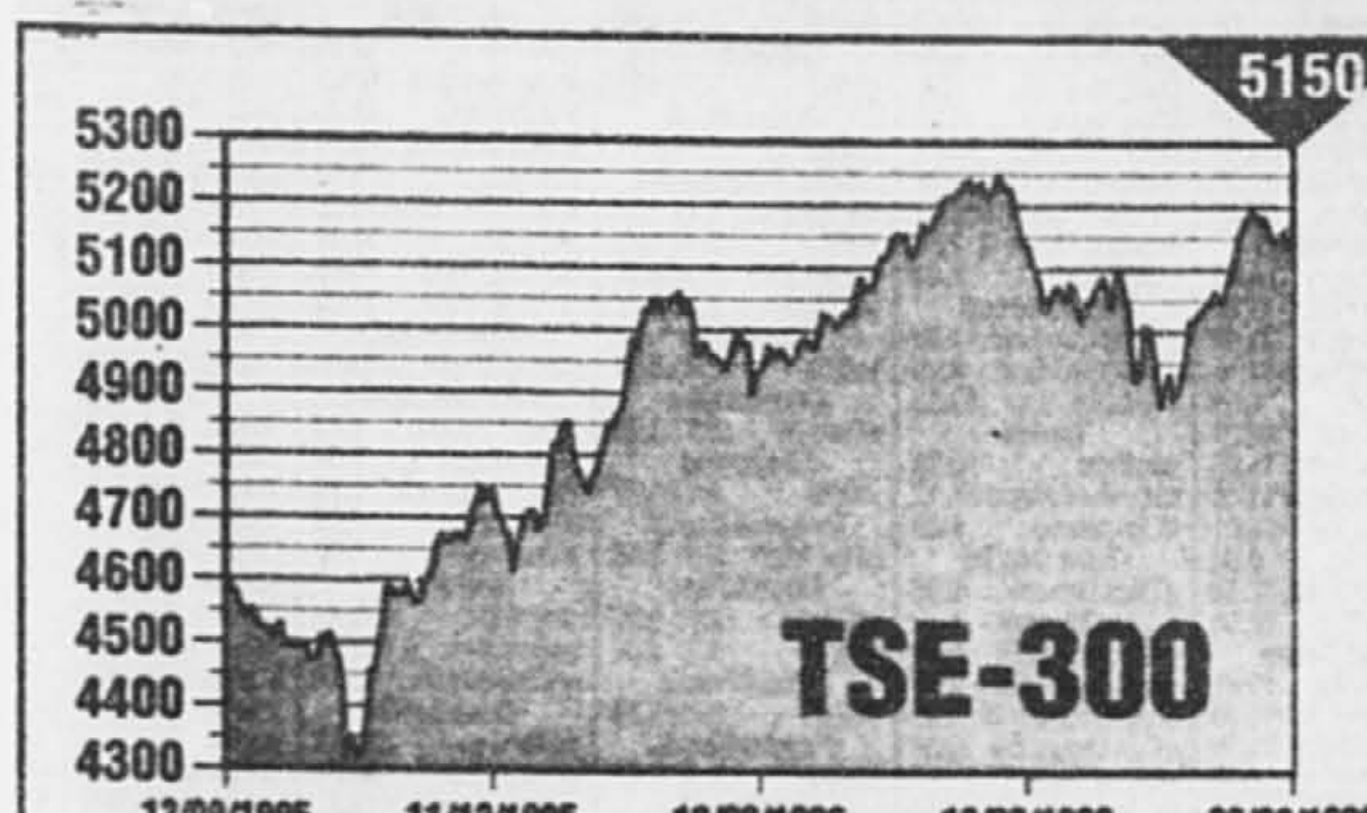
Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Table with columns: Valeurs, Ventes (100), CB, Haut, Bas, Fern., ch., \$2 sem. It lists various financial instruments and their market data.

Options Canadiennes

Large table with multiple columns: Les 5 titres les plus actifs de (MTC), Vol., Dem., Opt., etc. It lists various options contracts and their market data.

Bourse de Toronto



Infographie La Presse

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'A/B' and 'C'.

Main table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'D/E', 'F/G', 'H/I', 'J/K', 'L/M', 'N/O', 'P/Q', 'R/S', 'T/U', 'V/W', 'X/Y', 'Z'.

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'A/B', 'C', 'D/E', 'F/G', 'H/I', 'J/K', 'L/M', 'N/O', 'P/Q', 'R/S', 'T/U', 'V/W', 'X/Y', 'Z'.

Bourse d'Alberta

Table of stock market data for various companies, including columns for company name, price, volume, and change. Includes sections for 'A/B', 'C', 'D/E', 'F/G', 'H/I', 'J/K', 'L/M', 'N/O', 'P/Q', 'R/S', 'T/U', 'V/W', 'X/Y', 'Z'.

Fonds mutuels

Table of mutual funds with columns for fund name, category, and performance metrics. Includes sections for 'Petites Cies Can.', 'Aurora Hyperion', and 'TALVEST'.

Aurora Hyperion advertisement featuring a bar chart and text: 'Retenue au 31 juillet 1996', '1 an: 11,31%', and 'Internet: marketing@talvest.com'.

Large advertisement for 'Opt. Cda' and 'Alberta' featuring financial data, 'Les titres au comptoir (DE TORONTO)', and 'Les bourses étrangères'.